

# Où se mêlent respect et dédain

Proeuropéen de longue date, le professeur émérite en études européennes **Gilbert Casarus** publie un essai sur les relations Suisse-Europe. Il critique notamment la «mentalité de réduit» de la Suisse et croit à une future adhésion à l'Union européenne.

ANGIE DAFFLON



Pour Gilbert Casarus, l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne n'est pas illusoire. Mais pas avant une quinzaine d'années et une réforme de l'Union. ANTOINE VULLIQUOD

P

ourquoi ce livre?

**Gilbert Casarus:** Parce que le débat Suisse-Europe m'agace, mais me stimule. J'ai l'impression que depuis vingt ans, ou au moins quinze ans, on parle toujours de la même chose, toujours de dossiers techniques et pas assez de visions d'avenir. J'avais envie d'apporter un regard critique.

Il s'agit donc d'un essai plus que d'un livre scientifique?

Oui, je pense qu'aujourd'hui rien n'est plus rébarbatif qu'un discours pseudo-scientifique austère sur l'Europe. Le sociologue Edgar Morin disait: «Penser l'Europe, ça signifie aussi la penser de façon critique.» C'est nécessaire de reconnaître ses déficits pour penser positivement. Et ce livre, je ne le pense pas en termes négatifs, ce n'est pas un pamphlet.

Je t'aime, moi non plus. Que dit votre titre des relations Suisse-Europe?

Il dit qu'il s'agit d'une relation où se mêlent respect et dédain. C'est en fait une dialectique entre l'appartenance à l'Europe et le refus d'adhérer à l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui. Il me semble absolument nécessaire de comprendre pourquoi la Suisse refuse l'Europe.

L'une des raisons évidentes, c'est la contribution au budget communautaire. La Suisse serait peut-être même le principal pays contributeur avec le Luxembourg. Mais renversons l'argument. Si vous êtes dans une position de contributeur fort, votre pouvoir politique et votre influence sont plus importants. C'est pourquoi je pense que la Suisse se prive de moyens.

Vous tirez à boulets rouges sur la Suisse, parlant entre autres de xénophobie...

Je tire à boulets rouges, mais au bout de chacun apparaît une fleur. Ce qui m'énerve, c'est qu'en Suisse nous ne sommes pas conscients de nos forces. Je parle de mentalité du réduit, parce qu'on ne comprend toujours pas que le réduit ne nous a pas sauvés de la guerre de 39-45. L'Europe peut offrir un moyen de sortir de cette mentalité, mais on y oppose des réflexes nationalistes totalement contre-productifs.

Vous l'affirmez, «il n'y a pas plus européens que les Suisses». Qu'entendez-vous par là?

La Suisse est un pays qui a toujours vécu par la migration et l'immigration. Elle est devenue un pays riche et attractif par la multiplicité de ses mouvements de population et des mouvements culturels. C'est sa force.

Dans votre livre, vous présentez la diversité suisse, notamment sa diversité linguistique, comme une force. Mais le Röstigraben, et même le fédéralisme

dans un sens, ne sont-ils pas un signe de désunion?

Le Röstigraben a toujours existé. On a peut-être aussi un peu été naïfs en croyant qu'il n'existait pas. Actuellement, je constate avec peine le recul de la langue française en Suisse alémanique. De même, j'ai toujours regretté que les Romands n'apprennent pas l'allemand et que l'on néglige l'italien.

Ce qui m'énerve, c'est qu'en Suisse, on n'est pas conscients de nos forces.

GILBERT CASARUS

Sur le fédéralisme, Jacques Delors parlait de la fédération des Etats-nations. Quand je me lève, je suis pour ce concept. Quand je vais me coucher, je suis contre. Peut-on parler d'une fédération d'Etats-nations? C'est contradictoire et juste à la fois. Aujourd'hui, on ne peut pas transposer à l'identité le modèle fédéral suisse

ou allemand au niveau européen, mais une avancée fédérale est indispensable.

Face au constat que la Suisse «a trop à perdre en rejoignant l'Union européenne», vous répondez: «C'est totalement juste, mais totalement inexact»...

C'est de la dialectique pure. La Suisse aurait à perdre parce qu'elle aura des contributions importantes à honorer, mais en restant hors de l'Union européenne elle doit payer au prix fort son absence.

Sur sa neutralité par exemple?

C'est un excellent exemple. Certains pays comme la Finlande l'ont remise en question. Mais si nous avions comme voisin la Russie dirigée par Vladimir Poutine, je ne sais pas si nous serions très neutres.

La Suisse peut aussi gagner, parce qu'elle a plus de choses à dire qu'elle ne le croit. Elle a davantage de possibilités d'imposer ses vues qu'elle ne le croit. La Suisse pourrait servir de référence en Europe et occuper des postes importants à la tête des instances européennes. Prenons l'exemple de la jeunesse:

il y a énormément de possibilités de contact entre des institutions qui s'occupent des jeunes. Je ne veux pas dire que les Suisses en sont exclus, mais ils sont toujours à la marge.

Vous allez même plus loin en disant que l'Union européenne est «la plus grande chance de salut» de la Suisse...

Oui. Pour moi, si elle était dans l'Union européenne, la Suisse aurait un rôle sacrément intéressant à jouer. Ce serait aussi une planche de salut au niveau intellectuel. Il faut malheureusement faire le constat que la voix des intellectuels pèse peu. L'Europe pourrait peut-être donner lieu à un débat plus riche.

Une large partie du livre est consacrée au bilatéralisme, un modèle que vous critiquez vivement. Ni la Suisse ni l'Europe n'ont à y gagner, d'après vous?

Lors du premier référendum sur les bilatérales I, je m'étais abstenu. Aujourd'hui, je regrette de ne pas avoir voté non, alors que tous les proeuropéens étaient pour. J'avais subodoré que cette voie pourrait s'éterniser.

On nous proposait une sorte de solution intermédiaire en attendant que la Suisse adhère à l'Union européenne. Beaucoup de proeuropéens y voyaient une chance. Mais en 2024 on s'apprête à accepter les bilatérales III, on est resté dans cette même logique.

Quelle serait la solution, dans ce cas?

Je ne vais pas vous dire que le 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Suisse va adhérer à l'Union européenne. Je pense qu'aujourd'hui, il faut avoir le courage de fixer un calendrier sur une durée de quinze ans pour l'adhésion de la Suisse à l'aube de 2040 par exemple. Il faudrait dire clairement où l'on va, fixer des objectifs. C'est ce que je reproche à l'Union européenne. J'aimerais aussi que les prétentions et les demandes suisses soient mieux prises en compte par l'Union européenne. Et, pour que cette adhésion ne soit pas illusoire, il faut absolument que l'Union européenne se réforme. ■

Gilbert Casarus, *Suisse-Europe, Je t'aime, moi non plus!*, Slatkine, 162 pages.

## Les Suisses «méfiants» à l'égard de l'Europe

Vous évoquez à plusieurs reprises la méconnaissance des Suisses du débat européen et de l'histoire européenne. Vous dites que les Helvètes «s'en moquent». N'est-ce vraiment qu'une question de désintérêt?

Il y a un élément qui joue un rôle fondamental: la méconnaissance de l'histoire. On peut le comprendre parce que la Suisse n'a pas été touchée par la fin de la guerre, par la réconciliation. Mais l'histoire européenne n'est pas présente dans les cursus scolaires suisses. Il

m'est arrivé de donner un cours et de constater que ce qui me paraissait évident ne l'est pas lorsque l'on n'a pas acquis cette connaissance par l'école, des rencontres ou l'actualité.

Vous parlez aussi de l'enseignement à l'université. Comment jugez-vous les études européennes à Fribourg, où vous avez enseigné, par rapport aux autres universités?

Dans le paysage universitaire suisse, je constate que les questions juridiques, le droit eu-

ropéen, ont un poids énorme. Cette omniprésence du droit européen cache d'autres volets du débat. C'est une vision trop étriquée des études européennes à laquelle j'oppose à une conception plus politique, intellectuelle et culturelle.

Dans votre livre, il est aussi question de la méfiance des Suisses envers l'Europe. Est-ce dû à la méconnaissance dont vous parlez avant?

Il n'y a jamais une unique cause. Il y a en effet une part de méconnaissance, mais aussi

un manque d'intérêt. C'est beaucoup plus inquiétant. Lorsque l'on se sent moins concerné, on est moins attentif aux débats européens. A ce titre, j'ai d'ailleurs un grand respect pour les correspondants suisses à Bruxelles qui sont toujours relégués au fond de la salle... Ils sont à peine mis sur le devant quand il y a des négociations entre la Confédération et l'Union européenne. Celles-ci ne transparaissent guère dans la presse européenne. AD